Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

32 | 2021
Institutions

Qu'est-ce qu'une (bonne) institution ?

Rahel Jaeggi

Traducteur : Barbara Thériault

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7377>

DOI : 10.4000/trivium.7377

ISBN : 1963-1820

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Rahel Jaeggi, « Qu'est-ce qu'une (bonne) institution ? », *Trivium* [En ligne], 32 | 2021, mis en ligne le 28 janvier 2021, consulté le 18 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7377> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.7377>

Ce document a été généré automatiquement le 18 mars 2021.

Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Qu'est-ce qu'une (bonne) institution ?

Rahel Jaeggi

Traduction : Barbara Thériault

NOTE DE L'ÉDITEUR

Édition originale | Originalausgabe

« Was ist eine (gute) Institution? », in : Forst, R. / Hartmann, M. / Jaeggi, R. / Saar, M. (éd.) : *Sozialphilosophie und Kritik*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2009, p. 528-544.

Nous remercions Mme Rahel Jaeggi ainsi que la maison d'édition Suhrkamp de nous avoir accordé l'autorisation de traduire ce texte pour le présent numéro.

Wir danken Frau Rahel Jaeggi und dem Verlag Suhrkamp für die freundliche Genehmigung, diesen Artikel in französischer Übersetzung zu publizieren.

- 1 Les institutions sont la colonne vertébrale du social, elles sont ce qui lui confère forme et stabilité. Parce qu'elles sont partie intégrante de l'infrastructure du vivre ensemble, la question de leur succès et de leur échec représente l'un des problèmes fondamentaux de la philosophie sociale. Les institutions n'influencent pas seulement une part considérable des conditions dans lesquelles vivent les individus : nous sommes réellement, comme il a été maintes fois remarqué, confrontés à des institutions « du berceau jusqu'à la tombe ». Les institutions appartiennent également à ce qu'Axel Honneth a qualifié de « conditions intersubjectives de la réalisation individuelle de soi¹ ». Si on les considère ainsi, c'est-à-dire dans une perspective spécifique de philosophie sociale, les institutions ne sont pas tant abordées du point de vue de la stabilité des ordres politiques ; elles ne nous intéressent pas seulement non plus dans le contexte de la question de leur légitimité ou de leur juste constitution. La perspective de la philosophie sociale s'attache aux formes d'échec des institutions, formes qui ne recoupent pas les conditions de leur légitimité ou de leur stabilité, bien que ces formes ne se laissent pas complètement distinguer des problèmes évoqués. Elle s'intéresse au caractère des institutions en tant que tel, à leurs bons et mauvais côtés *en tant*

qu'institutions et à ce qui touche la réalisation d'une vie bonne pour les individus forgés par elles et qui en sont les vecteurs. Cette approche va de pair avec l'idée voulant que les institutions ne sont pas simplement des instances neutres médiatrices de nos objectifs ou des instances de distribution impartiales de biens et de droits sociaux. S'il en est ainsi, on ne peut pas alors traiter les institutions comme de simples boîtes noires ; autrement dit, on ne peut pas se contenter d'en juger les effets, il nous faut nous tourner vers le problème fondamental d'ontologie sociale (Qu'est-ce vraiment qu'une institution ? Comment fonctionne-t-elle ?) pour pouvoir ensuite traiter la question : « Quand est-elle, *en tant qu'institution*, bonne ou mauvaise ? »

- 2 En proposant ici des réflexions et clarifications préliminaires en vue d'une compréhension philosophique de ce que sont les institutions sociales et en quoi elles peuvent – en tant qu'institutions – échouer, je m'intéresse au premier chef à deux principales caractéristiques : *premièrement*, les institutions sont caractérisées par le fait qu'elles sont, d'une façon qu'il conviendra d'explorer, à la fois « données et construites ». Elles sont le résultat de l'action humaine, mais se présentent à certains égards à leurs créateurs comme indisponibles, inaccessibles [*unverfügbar*]. De cet aspect découle, *deuxièmement*, une forme spécifique d'échec des institutions sur laquelle je me concentrerai dans cet essai : les institutions peuvent s'effondrer ou « s'éroder », elles sont alors « vidées », inanimées ou figées.
- 3 Partant de notre utilisation quotidienne de ce concept notoirement flou, je me pencherai dans la première section sur la question de ce *qu'est réellement une institution*. Dans une deuxième section, j'analyserai *comment les institutions fonctionnent*, ce qu'elles produisent et ce qu'elles font. À partir des éléments clés qui constituent l'institution et le processus d'institutionnalisation, j'examinerai enfin dans une troisième section le thème de *l'autonomisation* [*Verselbständigung*] et de *la dévitalisation* [*Entlebendigung*] (comme une des façons par lesquelles les institutions peuvent s'effondrer ou s'éroder) afin d'en déduire, inversement, les conditions de leur succès, ou ce qui les rend bonnes.

I. Qu'est-ce qu'une institution ?

- 4 Une université est une institution. Le mariage est une institution. La propriété est considérée comme une institution, mais l'esclavage est aussi une institution. Les théâtres et les ministères, les prisons et les hôpitaux, la Cour de justice de l'Union européenne et le Prix du film allemand, l'ONU et la Banque mondiale, ce sont des institutions. Et on dit également parfois de quelques traditions établies – de la confection de biscuits de Noël au jardin d'enfants au Forum social mondial annuel – qu'elles sont « devenues des institutions ». Même si une partie de ces expressions devait être de nature métaphorique ou dérivée, elles révèlent quelque chose du caractère de ce qui est en jeu avec le concept d'institution. Qu'est-ce que ces quelques expressions quotidiennes nous disent alors sur le contenu du concept d'institution ?
- 5 Lorsqu'on parle de la confection annuelle des biscuits de Noël au jardin d'enfants comme d'une « institution », le lien avec le contenu central du concept est probablement faible. Pourtant, l'expression renvoie au fait qu'il s'agit ici d'une activité qui se répète chaque année et dont le déroulement est relativement incontesté et plus ou moins prévisible. Pour tous les participants, elle est « devenue une *habitude* ». Le fait qu'il s'agisse d'une institution implique également qu'il est quelque peu attendu qu'on

y participe. Il y a donc des *attentes de comportement réciproques* et une certaine pression normative (bien qu'elle soit faible dans ce cas-ci).

- 6 Les choses deviennent plus complexes lorsqu'on avance que le Forum social mondial est « devenu une institution ». Ce que l'on exprime ainsi, c'est que l'événement est passé du rôle de point de rencontre entre mouvements sociaux faiblement connectés à celui d'une entité dont l'organisation s'est consolidée et dont les activités – par opposition à un soulèvement populaire spontané – sont soumises à une certaine planification et prévisibilité. On indique ainsi de surcroît que le Forum social mondial a acquis durant ses années d'existence une certaine influence et une certaine *efficacité* qui se manifeste notamment dans le fait que ses représentants sont entre-temps aussi auditionnés lors des rencontres officielles de la Banque mondiale. On remarque enfin et surtout que l'attribution du statut d'institution à une entité sociale recèle quelque chose comme une *reconnaissance publique*.
- 7 Si le mariage est donc une institution, c'est aussi parce qu'il jouit d'une reconnaissance publique et, à la différence d'autres formes de cohabitation, constitue une forme de vie commune juridiquement et « moralement » codifiée. Nous touchons ici à l'aspect de la légitimité. Ce n'est pas pour rien qu'on disait jadis de l'acte du mariage qu'il « légitimait » une relation. Et le débat public sur le mariage entre conjoints de même sexe montre à quel point l'institution du mariage mobilise encore aujourd'hui une pluralité de revendications et de compétences – aussi dépassée soit-elle à d'autres égards.
- 8 L'exemple du mariage nous confronte cependant à une autre situation : les institutions sont créées de telle sorte que l'institution et son « contenu » peuvent diverger. Le mariage en tant qu'institution peut ainsi parfois survivre à la signification « vitale » du mariage – l'amour. On dit par exemple dans de tels cas : « Nous ne sommes mariés que sur le papier ». (Le jeune Hegel a qualifié ce phénomène de « positivité » [*Positivität*], je reviendrai davantage plus bas sur sa signification).
- 9 Considérons enfin quelques structures qui constituent sûrement le cœur du concept d'institution : des entités sociales comme la Cour de justice de l'Union européenne, les prisons, les écoles ou les hôpitaux. Outre le fait qu'elles sont elles aussi reconnues publiquement et qu'elles s'inscrivent dans la durée, et outre le fait que leur travail (dans l'absolu) se caractérise par des processus réguliers, routinisés et prévisibles, quels éléments peuvent-ils encore être ajoutés ? D'abord, le fait que nous avons ici affaire à des *entités complexes structurées à l'interne* qui se caractérisent par l'existence de processus formalisés et d'une division interne du travail, c'est-à-dire la division en fonctions et domaines de compétence spécifiques. En outre, apparaît ici avec netteté un trait qui ne jouait pas encore de rôle précis dans les exemples mentionnés plus haut : l'élément de délégation et, conséquemment, de *représentativité* (*Vertretbarkeit*) des personnes individuelles prenant part à une institution. Toute personne occupant une position donnée au sein d'une institution devrait se comporter comme le ferait quiconque se trouverait dans la même position. Dans les institutions de ce type, les actions doivent être réglementées de telle façon que l'action de l'individu en leur sein est déterminée et prévisible. Cette condition va de pair avec ce qu'on peut qualifier de caractère « suprapersonnel » de l'institution ; celui-ci se traduit par un « dédoublement de la personne et du rôle », donc du porteur de la fonction. Ce sont certes des individus qui agissent dans les institutions, mais ils n'y agissent pas en tant que tels. C'est ce qui donne en partie cette impression de « dureté » propre aux institutions, avec l'effet

qu'on lui connaît et auquel on peut se trouver confronté : « En tant que personne, je vous comprends – mais en tant que porteur d'une responsabilité institutionnelle, je ne peux vous accorder cette subvention ».

- 10 À la représentativité s'ajoute cependant encore un élément : les institutions peuvent *promettre*, et on peut les rendre *responsables*. Lorsqu'un individu occupe une certaine position dans un dispositif institutionnel (organisé de façon hiérarchique), il est « responsable d'un point de vue institutionnel », même s'il ne participe pas personnellement à un processus donné. Ainsi le chef de division est-il responsable des actes répréhensibles de ses subordonnés même lorsqu'il n'en savait rien. On pourrait dire la chose suivante : à la question vivement débattue en philosophie morale : dans quelle mesure peut-on être tenu responsable de ce qu'on ignorait et ne pouvait prévoir ?, et à la question connexe : peut-on attribuer à quelqu'un l'obligation de *savoir* certaines choses ?, la réponse est, dans le cas de l'institution, toujours claire. Il fait partie du caractère de chaque institution d'avoir une forme spécifique de responsabilité institutionnelle. À l'inverse, c'est un signe du déclin d'une institution lorsque la responsabilité ne peut plus être attribuée. L'institution apparaît elle-même comme une personne – comme quelque chose qui peut promettre, vouloir et agir.

Éléments-clés du concept d'institution

- 11 Cette compréhension liminaire de ce qu'est une institution a dégagé un ensemble de propriétés apparemment attachées au caractère institutionnel d'une structure sociale : la régularité, la formation d'habitudes et la pérennité qui leur sont associées ; les attentes réciproques de comportements et la pression normative qui les consolide ; la structuration interne de l'institution, son ordre fonctionnel tendant à la différenciation des rôles ou la différenciation des positions statutaires ; enfin, la prévisibilité, l'élément supra-individuel et la représentativité, et la structure spécifique de responsabilité de l'institution, ainsi que l'élément de l'efficacité et de la reconnaissance publiques.
- 12 Une définition préliminaire de l'« institution » peut alors être formulée de la façon suivante :
Les institutions sont des dispositifs constitués de pratiques sociales ayant un caractère habituel, qui forment des systèmes plus ou moins complexes d'attentes de comportements réciproques durables établissant des positions statutaires plus ou moins stables et se caractérisant par une efficacité et une reconnaissance publiques.
- 13 Selon la portée et la différenciation interne des rôles ou des positions institutionnelles assignés par l'institution, il y a des institutions *complexes et moins complexes*, et il y a des institutions *plus fortes et d'autres plus faibles*, en fonction du degré des attentes envers les pratiques sociales qu'elles rassemblent et des moyens par lesquels elles sont imposées. Les institutions sont donc un phénomène graduel. Ce sont des structures constituées de pratiques et de normes sociales, ou des « demeures du vivre ensemble humain² », qui se sont solidifiées en une configuration institutionnelle. On peut donc distinguer différents degrés (d'intensité) d'institutionnalisation et ainsi distinguer différents « états d'agrégation » d'une pratique sociale³. Mais que se passe-t-il lors du passage d'une pratique sociale non institutionnelle à une institution ou une pratique institutionnelle ? En quoi consiste cette consolidation et le *statut* spécifique (normatif) d'une institution ?

14 Plusieurs aspects s'imposent :

Premièrement : le caractère *institué* des institutions. Les institutions sont créées, elles ne se développent pas de façon non régulée, « naturelle » ou spontanée, mais sont « mises en œuvre », configurées. On pourrait dire que les institutions sont *établies, fondées* – ou, tout simplement, *instituées*. Même là où, comme dans l'exemple du Forum social mondial, elles sont issues d'activités spontanées non réglementées, le processus d'institutionnalisation de ces activités comporte un moment de fondation. Un indice de ce caractère de fondation est que les institutions peuvent tout autant être créées qu'abolies. Les usages sociaux, les coutumes ou les formes de vie, par exemple, changent, mais ils ne sont que rarement abolis (et rarement avec succès).

15 *Deuxièmement* : une seconde façon de distinguer les institutions d'autres formes de pratique sociale serait d'insister sur leur caractère *codifié*. Paradigmatique à cet égard est la codification juridique – et ce n'est pas pour rien que Maurice Hauriou, le père de la théorie juridique des institutions, affirme : « les institutions naissent, vivent et meurent juridiquement⁴ ». Cette conception s'avère toutefois trop étroite si l'on veut également traiter comme des institutions des phénomènes qui reposent sur des formes de codification plus informelles et pourtant plus contraignantes, et surtout plus explicites, que les règles d'autres ensembles de pratiques qui restent souvent implicites. Si la codification juridique (et la sanction de modèles de comportements déviants qui y est associée) semble malgré tout influencer dans une large mesure notre compréhension quotidienne de ce qui confère un caractère institutionnel à un dispositif ou à une pratique sociale, c'est qu'elle accomplit de manière particulièrement tangible et évidente quelque chose qui sous-tend l'agir institutionnel en général. La codification juridique de certaines actions constitue en effet une forme spécifique de ce que John Searle a décrit comme *l'attribution de fonctions-statut* et dont il fait l'infrastructure de la « construction de la réalité sociale⁵ ». Selon la thèse abondamment discutée de Searle, ce qui constitue la structure logique d'un fait institutionnel, ce sont des assignations de statut de la forme *x compte comme un y dans le contexte c*. Une attribution de statut peut par exemple se formuler ainsi : « Ce morceau de papier imprimé est considéré en Europe comme de l'argent. » Avec une telle attribution, et seulement grâce à elle, le statut d'une entité institutionnelle est créé – par exemple, en ce cas, le statut de la monnaie. Chaque institution (dans le sens que j'examine) est une structure complexe de telles attributions de statut et des compétences et attentes qui leur sont associés. Cette codification n'est pas nécessairement juridique, mais elle doit être acceptée collectivement d'une manière ou d'une autre.

16 Ainsi a été indiqué en quoi consiste la fonction spécifique des institutions, ce qui m'amène à la deuxième partie de mes réflexions.

II. Qu'accomplissent les institutions ?

17 Qu'accomplissent les institutions ? Quelles sont les propriétés spécifiques qui semblent les rendre si irremplaçables pour le tissu du monde social ? Deux facteurs principaux semblent, dans ce contexte, être déterminants.

18 *Premièrement* : les institutions peuvent *assigner des significations*. Elles ont un pouvoir de définition. Elles « disent ce qui *est* et ce qui est *important*⁶ ». C'est seulement à l'intérieur d'une réalité institutionnellement constituée qu'on peut affirmer : « ceci est un

mariage », « ceci est un cours magistral », « ceci est un comité de recrutement ». Nous comprenons alors quelque chose *comme* mariage, *comme* cours magistral, *comme* comité de recrutement, et nous nous comportons en conséquence. Grâce à de telles attributions de statut – et c'est (entre autres) le point d'aboutissement de Searle – quelque chose est créé qui n'était pas là avant ou sans elles, et qui est néanmoins assez puissant pour apparaître comme une « réalité réelle », indépendante de l'observateur. Notre monde social est tissé de l'« étoffe » des institutions ; plus il y a d'étoffe, plus dense il sera.

- 19 Les institutions ne se contentent pas de filer le tissu social ; elles en font un tissu normativement balisé et *éthiquement dense*. Les institutions contiennent elles-mêmes des critères définissant ce que signifie en faire partie et les accomplir. Et elles ont des critères définissant comment elles sont *bien* accomplies. Les deux ne peuvent être distingués. Il est caractéristique des institutions que l'on puisse les critiquer avec des commentaires du type : « Ce n'est plus un mariage » ou « Et ça se veut un cours magistral ? » On peut donc les mesurer à des exigences qu'elles offrent elles-mêmes – ce qui conduit à la situation philosophiquement complexe (exposée par Searle) où – comme dans ce cas particulier – on peut déduire de *l'être* un *devoir être*⁷.
- 20 *Deuxièmement* : les institutions *stabilisent* le monde social. Leur perennité et leur caractère d'habitude contribuent à cette stabilisation ; c'est en tout cas l'interprétation dominante du problème de l'institution. Mais les moments d'instauration d'une attributivité décrits ci-dessus et la nature suprapersonnelle de l'institution créent aussi de la stabilité. Quand j'ai affaire à des institutions ou si j'agis au sein d'institutions, je sais à *quoi* j'ai affaire et je sais, sans avoir à y penser, *ce que* j'ai à faire.
- 21 Les institutions ont ainsi une « fonction de délestage » : c'est peut-être la thèse la plus connue et la plus puissante de la théorie des institutions d'Arnold Gehlen. Comme on le sait, Gehlen procède à une fondation anthropologique « profonde » de l'existence des institutions. Il voit dans la nécessité d'un tel délestage une réponse à la pauvreté instinctuelle constitutive de l'être humain. Mais la thèse du « délestage » est problématique quant à ses conséquences. Suggestive d'un côté, elle est dissuasive de l'autre, lorsque, dans ce contexte, Gehlen parle d'une manière presque diabolique du pouvoir « consumant » de l'institution comme d'une « destinée » qu'il faudrait néanmoins accepter ; il semble ainsi appeler à une soumission inconditionnelle à l'autorité de l'institution⁸. Mais la thèse de Gehlen est tout sauf claire, et n'est pas dépourvue d'alternatives.
- 22 En quoi consiste en effet la fonction de délestage des institutions ? Selon Gehlen, c'est leur caractère objectif et objectivant qui trace la voie à suivre par les actions de l'individu (comme le ferait un instinct) et rend ainsi caduque la « mobilisation subjective », la réflexion sur son propre agir. À la suite du philosophe du droit et de la morale Joseph Raz, on peut décrire le même phénomène plus sobrement : les institutions sont des systèmes de « raisons d'exclusion » (*exclusionary reasons*)⁹. De tels « raisons d'exclusion » sont, chez Raz, des raisons d'ordre 2 qui touchent d'autres raisons en ce qu'elles ne leur permettent *pas de devenir efficaces*. Raz soutient en effet qu'il est parfois rationnel de ne pas prendre en considération toutes les raisons possibles d'une action. C'est dans cette économie de temps et d'efforts que l'on doit chercher la rationalité de la plus élémentaire formation d'habitudes. Parfois, il peut même être rationnel de ne pas donner suite à de bonnes raisons qui me sont *connues*. L'exemple de Raz à ce propos, la suspension de raisons qui s'opposent à l'exécution d'un

commandement déterminé en faveur de la raison d'exclusion qu'est le respect de la chaîne de commandement militaire, nous plonge dans la logique profonde (mais à double tranchant) de l'institution. Celle-ci suspend la réflexion, d'une manière qui est justifiée de son point de vue, et circonscrit ainsi l'espace des questions pratiques. Les institutions revendiquent toujours une rationalité supérieure au cas ponctuel, dans l'intérêt du fonctionnement – institutionnel, précisément – des procédures d'action. Il s'agit ici – chez Raz comme chez Gehlen – de rendre possible *grâce* à la restriction, de rendre possible des actions en restreignant la liberté d'action.

- 23 La description qu'il convient de faire selon Raz ne diffère pas seulement de la conception de Gehlen par l'absence du pathos et de la fondation anthropologique qui existent chez ce dernier, au profit de considérations pratiques plus « plates » en ce qui concerne l'action. Elle en diffère également en ceci : quand nous donnons suite à des « raisons d'exclusion », nous restons dans « l'espace des raisons » et ne sommes pas contraints à faire une dichotomie entre la réflexion subjective et la raison institutionnelle. Il ne s'agit pas ici d'une simple mise hors circuit de raisons, mais d'une certaine forme de *hiérarchisation de l'espace des raisons*. Comme nous le verrons plus loin, cela a toutefois des conséquences sur l'évaluation normative et la possibilité d'évaluation normative des institutions. Celle-ci, à son tour, serait une condition préalable permettant d'accéder à la signification positive des institutions, c'est-à-dire une conception des institutions qui ne les appréhende pas seulement comme des formes qui stabilisent, qui « endiguent » les intentions des individus, mais comme la condition de leur réalisation et l'incarnation de leur volonté guidée par des raisons.
- 24 J'en arrive ainsi à la troisième partie de mes réflexions et à la question : qu'est-ce qui fait une *bonne* institution ? Et en quoi peut-elle, inversement, échouer ?

III. Bonnes et mauvaises institutions

- 25 Il convient ici de rappeler que ma question concernant les bonnes et les mauvaises institutions ne porte pas sur leur effet ou leur contenu. L'esclavage est, évidemment, une mauvaise institution. Mais, il ne l'est pas *en tant qu'institution*. (Ou, du moins, ce n'est pas ce sur quoi se porte ici notre attention.) Il s'agit donc pour moi du succès ou de l'échec spécifique, de la qualité spécifique de l'institution en tant que structure sociale.
- 26 Mais comment une structure peut-elle, *en tant qu'institution*, être bonne ou mauvaise, réussir ou échouer ? Les institutions ne peuvent-elles pas seulement *être* ou ne *pas être* ? Entre le fait de la stabilité et le fait de l'instabilité, la théorie de l'institution de Gehlen laisse en tout cas peu d'espace à des considérations qualitatives permettant une évaluation normative de l'institution ; dans la perspective de Searle également, les institutions sont là (sont en vigueur) ou non. Soit les attributions de statut fonctionnent, soit elles ne fonctionnent pas, ou en tout cas plus.
- 27 Nous avons mentionné plus haut un critère permettant de déterminer les déficits possibles des institutions : il s'agit du critère hégélien de la « positivité », c'est-à-dire de l'évidement [*Entleerung*] et de la dévitalisation [*Entlebendigung*] des institutions. Hegel lui oppose une image plus ou moins précise de ce que sont des institutions vivantes ou une identification vivante aux institutions. Sur le plan phénoménal, la description hégélienne concerne des manifestations dont on pourrait difficilement nier l'existence et le caractère problématique. J'ai déjà mentionné le mariage qui n'existe plus que sur

le papier. Dans le domaine de la participation démocratique également, il y a des institutions qui sont omniprésentes, qui certes existent (et sont aussi légitimes), mais qui semblent étrangement vides. Pour le jeune Hegel lui-même, le christianisme représentait le cas paradigmatique d'une institution qui n'est plus définie que de façon positive, c'est-à-dire qui reste en vigueur, mais dont la signification vivante et le soutien vivant de ceux qui y participent sont menacés de disparaître¹⁰.

- 28 Mais que peut signifier ce motif plus ou moins évident d'un point de vue intuitif ? Comment comprendre l'affirmation selon laquelle « la vie peut avoir quitté une institution » – une situation qui, chez Hegel, soulignons-le, n'est pas entendue du point de vue d'une philosophie de la vie, mais qui correspond plutôt à un déficit de rationalité ?
- 29 S'il doit s'agir ici de la vie *dans* les institutions et non de l'idée de reverser l'institutionnel (solidifié) dans le flux de la pratique pure, il faut réexaminer plus en détail le double caractère des institutions. Le fait que l'action humaine « s'objective » dans des institutions et la possibilité d'un gain en autonomie inhérente à cette situation constituent, d'un côté, un aspect décisif de l'effet productif et positif des institutions. Mais cette circonstance est, de l'autre côté, à l'origine du problème de la dévitalisation, de l'évidement et de l'érosion évoqué plus haut. Il est donc important d'établir la différence entre l'objectivation en général et la (mauvaise) positivité. Pour ce faire, il faut d'abord explorer le moment de « l'autonomisation ».

L'autonomisation comme paradoxe de l'institution

- 30 Ce moment de l'autonomisation des institutions a maintes fois été décrit. Dans son *Essay on the History of Civil Society*, Adam Ferguson l'a déjà formulé de façon frappante: « les nations rencontrent, comme par hasard, des institutions qui sont, en vérité, le produit de l'action des hommes, et non le résultat d'un *dessein* humain particulier¹¹. » Dans *La construction sociale de la réalité*, ouvrage devenu un classique de la phénoménologie sociale (et qui a en commun avec Searle non seulement le titre, mais aussi une partie du questionnement), Peter L. Berger et Thomas Luckmann bâtissent toute leur analyse de « l'institutionnalisation » autour du caractère objectif/objectivant des institutions : bien qu'elles soient créées et reproduites par des êtres humains, les institutions acquièrent une « factualité extra-humaine¹² » à laquelle ces derniers ne peuvent plus se soustraire. Berger et Luckmann qualifient ce processus d'objectivation de « [...] paradoxe de l'homme capable de produire un monde qu'il expérimente ensuite comme quelque chose d'autre qu'un produit humain [...] »¹³, voire « [...] de produire une réalité qui le nie¹⁴ ».
- 31 Et il y a ici en effet de quoi soupçonner un paradoxe. Lorsque nos propres actions acquièrent une factualité à laquelle nous ne pouvons nous soustraire, il semble y avoir à l'œuvre un pouvoir dont nous ne sommes plus « nous-mêmes » la source. Nous ne serions alors plus les auteurs de nos propres actions, même si c'est nous qui agissons. Et même si Adam Ferguson décrit les institutions comme le résultat de l'action humaine, mais non de l'intention humaine, il ne doit pas avoir voulu dire qu'il s'agit simplement d'une action dépourvue d'intention. Ce qu'il décrit, c'est le fait que les intentions desquelles procède l'action se sont autonomisées par rapport à leurs auteurs, de telle sorte que le résultat de ces actions ne peut plus être compris comme la réalisation de ces intentions.

- 32 En fait, il ne s'agit bien sûr pas d'un véritable paradoxe. En recourant par exemple au vocabulaire de Searle, le problème peut être résolu ainsi : si les institutions reposent sur des attributions collectivement acceptées de fonctions-statut, elles sont « construites par des êtres humains », car seuls des humains ou des collectifs d'êtres humains peuvent effectuer de telles attributions de statut dans un accord mutuel plus ou moins explicite. Leur statut – celui de la monnaie, par exemple – ne réside pas dans les choses elles-mêmes. En même temps, les faits institutionnels ainsi créés sont, comme on l'a vu plus haut, résistants, indisponibles. Une distinction introduite par Searle vient ici nous aider : les institutions sont certes *ontologiquement subjectives* (elles ne sont pas simplement là, comme le serait une montagne, mais dépendent de ces attributions de statut), mais elles sont en même temps *épistémologiquement objectives* (c'est-à-dire que leur existence ne dépend pas de notre attitude subjective à leur égard). Le statut institutionnel des entités sociales qui nous entourent nous est attribuable en tant qu'êtres humains, il est dépendant de nous, mais pas dans le sens où l'individu pourrait simplement nier sa validité. Le paradoxe apparent se dissout dans la différence catégoriale entre les points de vue ontologique et épistémologique. Les institutions ne sont donc pas subjectives et objectives, données ou construites, dans la même perspective, mais bien de deux points de vue différents.
- 33 Si on se demande alors comment les moments d'autonomisation décrits plus haut peuvent survenir, la réponse est la suivante : parce que quelque chose d'épistémologiquement objectif a été créé par l'action (collective) qui a ainsi acquis une existence indépendante, même par rapport à ceux qui l'ont mis au monde.

La dissimulation du caractère construit, une pathologie de l'institution

- 34 Si on veut maintenant savoir pourquoi, pour l'institution, un problème (dans le sens d'une source de maux) peut en résulter, voici la réponse : la constitution d'une telle objectivité institutionnelle n'est pas en elle-même problématique. Il y a problème si ce qui est seulement *épistémologiquement* objectif se présente comme quelque chose d'*ontologiquement* objectif. (Donc : comme lorsque la monnaie se présente à nous comme si elle était indisponible, comme une montagne. Sans avoir pu avoir recours à la distinction de Searle, Marx a précisément décrit cette confusion au sujet de la marchandise, comme du fétichisme et de la réification.) La dimension d'autonomisation [par rapport au(x) sujet(s)] est certes en elle-même constitutive du monde social qu'elle produit ; mais le type d'autonomisation où l'ontologie subjective de cette construction épistémologiquement objective est reniée, dissimulée, niée, pose cependant problème. Autrement dit : la monnaie, l'institution éducative, les institutions du système juridique (et peut-être l'institution du mariage elle-même ?) doivent survivre à mes et à nos inclinaisons éphémères. Si moi, ou nous pouvions décider à notre gré si ce billet imprimé est de l'argent ou non, l'institution de la monnaie n'existerait pas. D'un autre côté, cependant, il ne faudrait pas croire qu'il n'est pas donné à notre (soulignons-le) capacité collective de redéfinir, de modifier, voire de supprimer les institutions que nous (ou nos ancêtres) avons créées.
- 35 De ces considérations découle un premier point de vue – surplombant – pour juger de la qualité d'une institution : une bonne institution ne doit pas être constituée de manière

à dissimuler le fait qu'elle est « construite », donc le fait qu'elle est le résultat de la pratique humaine, quelque chose qui a été institué et accepté collectivement.

- 36 Nous revenons ainsi au problème de la *vitalité* des institutions : que de la « vie » se trouve dans les institutions et qu'elle puisse aussi leur échapper se traduit par le fait que ce moment de la praxis peut s'avérer efficace ou inefficace, qu'il peut être manifeste ou masqué. En déclinant les différentes formes et les diverses conséquences de cette dissimulation, on pourrait parvenir à plusieurs considérations pertinentes pour l'évaluation des institutions. La dissimulation du moment de la praxis ne conduit pas tant à l'évidement au sens de la survie inerte d'une institution, mais aussi – d'une façon tout à fait différente – à la forme dynamique d'autonomisation des institutions qui va de pair avec la perte de contrôle des individus sur les institutions qu'ils ont eux-mêmes créées.
- 37 De plus, en poursuivant la problématique de la dévitalisation dans cette direction, on en revient à l'hypothèse (ou l'idée) (à nouveau hégélienne) selon laquelle les institutions n'ont pas seulement une fonction de « délestage », mais qu'elles rendent aussi l'action possible en un sens beaucoup plus étendu, dans la mesure où les institutions sont une condition de réalisation supra-individuelle de la liberté humaine. Une bonne institution est donc une institution dans laquelle les individus peuvent réaliser leurs intérêts et à laquelle ils peuvent s'identifier. Une institution sans vie reste une contrainte extérieure. Sa rigidité caractéristique se reflète entre autres dans le fait que ce qui résiste et ne correspond pas à la procédure institutionnelle ne peut plus être incorporé à la perspective de l'institution. Cela signifie aussi que le moment de la réflexion ne peut en aucun cas être simplement désactivé. En utilisant les concepts de Raz : une divergence durable et trop forte entre les raisons de premier et de second ordre, mais aussi la perte de raisons pour les « raisons d'exclusion » elles-mêmes sont des signes de ce que la rationalité institutionnelle devient irrationnelle.
- 38 En rassemblant tout ceci, nous parvenons à une constatation qui a sa racine dans la nature même de l'institution : une bonne institution au sens ici en question, c'est-à-dire une institution vivante, ne consiste pas en une observance aveugle de règles et de routines, mais plutôt en leur réactualisation et leur appropriation. On pourrait pour ainsi dire considérer comme caractéristique de la pérennité institutionnelle qu'elle ne se borne pas à se reproduire, mais qu'elle a toujours besoin d'une nouvelle interprétation et appropriation, et d'une affirmation réactualisante. Dans un contexte où les conditions d'usage [des règles] sont toujours mobiles, cela signifie aussi qu'une (bonne) institution se caractérise – en dépit de sa durabilité – par des processus d'apprentissage et de transformation. On est en droit de présumer qu'il s'agit de ces institutions dont les individus peuvent se reconnaître comme les *auteurs* – même s'il ne s'agit jamais ici d'un rapport entre auteur et œuvre.

IV. Considérations finales

- 39 En conclusion, je souhaiterais à tout le moins esquisser deux conséquences de mes réflexions.

J'ai laissé entendre au début qu'il pouvait y avoir un lien entre l'illégitimité et le phénomène de dévitalisation des institutions. Un certain nombre de positions en philosophie politique définissent la *légitimité* d'une institution par rapport à leurs inventeurs [*Urheberschaft*] ou à leurs auteurs qui seraient les personnes concernées par

ces institutions. Mais (c'est ma thèse) un critère de la *vitalité* des institutions réside aussi dans la possibilité de reconnaître et de réaliser ce statut d'auteur. Lorsque nous observons les phénomènes d'effondrement d'ordres institutionnels, il n'y a pas seulement une concomitance entre l'illégitimité des institutions et leur érosion ou leur usure ; un lien systématique se dessine aussi entre l'un et l'autre. Les institutions 'fatiguées' ne sont évidemment pas toutes illégitimes ; et, malheureusement, toutes les institutions illégitimes ne sont pas fatiguées. Pourtant, on peut définir les moments au cours desquels – pour parler comme Habermas – les crises de motivation et les crises de légitimation se recourent. Et voilà aussi pourquoi la question du caractère des institutions doit aussi retenir l'intérêt de la philosophie politique au sens étroit. Ce n'est que lorsqu'on ne se contentera pas de traiter les institutions comme un médium neutre de distribution de droits et de biens, mais qu'on s'interrogera plutôt sur leur constitution qualitative, que l'on pourra prendre en compte les conditions (institutionnelles) de ce qu'est l'ordre juste d'une société. Quand la question de l'organisation juste de la société touche aux institutions fondamentales de cette société, la possibilité de l'application de principes de justice dépend de la configuration même des institutions, de ce que les institutions *sont* réellement et de ce qu'elles *accomplissent* en tant qu'institutions, et du moment où, en tant qu'institutions, elles font cela d'une bonne ou mauvaise manière.

- 40 Une deuxième conséquence s'esquisse alors. À l'horizon de l'étude du caractère des institutions, on rencontre un problème qui touche les bases du projet de la Théorie critique en matière de de théorie sociale ; il touche à une intuition précoce d'Axel Honneth. Une analyse des pathologies sociales guidée par le concept d'institution n'aurait plus à opposer certains domaines de la société – l'économie par exemple – comme le « système » au « monde vécu ». De tels diagnostics se verraient alors confrontés à un continuum d'institutions plus ou moins consolidées et plus ou moins bonnes et pourraient ainsi rendre justice au caractère opiniâtre et arbitraire de processus sociaux complexes, sans renoncer complètement aux fondements de la théorie de l'action. La « colonisation du monde vécu » par le « système », telle qu'elle se situe au cœur du diagnostic des pathologies chez Habermas, serait alors remplacée par le théorème d'une « pathologie des institutions ». Voilà un vaste champ d'étude qui peut s'ouvrir à la philosophie sociale.

BIBLIOGRAPHIE

Berger, P. L. / Luckmann, T. (2006 [1966]) : *La construction sociale de la réalité*, trad. par P. Taminiaux, revue par D. Martuccelli, Paris, A. Colin.

Ferguson, A. (1767) : *An Essay on the History of Civil Society*, en ligne : <https://oll.libertyfund.org/titles/ferguson-an-essay-on-the-history-of-civil-society>
trad. fr. : (1992) *Essai sur l'histoire de la société civile*, trad. par C. Gautier, Paris, Puf.

- Gehlen, A. (1983) : « Die Geburt der Freiheit aus der Entfremdung », in : *Philosophische Anthropologie und Handlungslehre* (œuvres complètes, vol. 4), Francfort-sur-le-Main, Vittorio Klosterman, p. 366-379.
- Gehlen, A. (2004) : *Urmensch und Spätkultur* (œuvres complètes, vol. 5), Francfort-sur-le-Main, Vittorio Klosterman.
- Hauriou, M (1986) : « La théorie de l'institution et de la fondation. Essai de vitalisme social », *Aux sources du droit : le pouvoir, l'ordre et la liberté*, Caen, centre de philosophie politique et juridique, p. 89-128.
- Hegel, G. W. F. (1983 [1795/96]) : *La positivité de la religion chrétienne*, trad. par G. Planty-Bonjour, Paris, Puf.
- Honneth, A. (1994) : *Pathologie der Sozialphilosophie. Die Aufgaben der Sozialphilosophie*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- Popitz, H. (2006) : *Soziale Normen*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.
- Raz, J. (1999 [1975]) : *Practical Reason and norms*, Oxford, Oxford University Press, 1999 [1975].
- Searle, J. R. (1964) : « How To Derive "Ought" From "Is" », *The Philosophical Review*, 73 (1), p. 43-58.
- Searle, J. R. (1995) : *The construction of Social Reality*, New York, Free Press.
trad. fr. (1998) : *La construction de la réalité sociale*, trad. par C. Tiercelin, Paris, Gallimard.
- Searle, J. R. (2005) : « What is an Institution? », *Journal of Institutional Economics*, 1 (1), p. 1-22.

NOTES

1. Sur les tâches de la philosophie sociale, voir Honneth (1994).
2. Voir Popitz (2006), p. 90.
3. Les frontières entre les institutions et d'autres structures de pratique sociale seraient donc, comme pour tous les concepts graduels, fluides. Dans l'intérêt d'un concept le plus précis possible de l'institution sociale, je propose de le limiter d'un côté aux « structures solidifiées » de pratique sociale ; d'un autre côté, on ne devrait l'utiliser que pour des dispositifs plus complexes de pratiques et de normes, et non pour des pratiques et des normes individuelles. C'est seulement ainsi qu'on peut saisir la complexité et la dynamique des institutions – qui sont intéressantes dans la perspective de la philosophie sociale. (Autant on ne peut catégoriquement exclure de qualifier par exemple, sur la base d'une conception graduelle de l'institution, « l'amitié » d'institution, autant devrait-on garder la possibilité de réfléchir à ce qui se passe lorsqu'une relation amoureuse prend le caractère institutionnel du mariage ou lorsque la propriété n'est plus factuellement en vigueur, mais est aussi une institution.)
4. Hauriou (1996), p. 97.
5. Voir Searle (2005), p. 7 ; aussi, de façon plus détaillée, Searle (1995), p. 57 sq.
6. Selon les termes du sociologue Luc Boltanski dans sa Conférence Adorno présentée à Francfort-sur-le-Main en novembre 2008.
7. Voir Searle (1964).
8. Voir à cet effet des citations comme celle-ci : « Les institutions sont les grands ordres, les destinées stabilisatrices, consumantes, nous survivant de très loin, dans lesquels les êtres humains entrent sciemment, avec une sorte de liberté peut-être plus élevée chez celui qui ose le faire que celle qui existerait par "initiative propre" ["Selbstbetätigung"]. » (Gehlen [1983], p. 379

[traduction B.T.]). La célèbre thèse de la « fonction de délestage » des institutions se trouve entre autres dans *Urmensch und Spätkultur* : cf. Gehlen (2004), p. 48.

9. Voir Raz (1999 [1975]). Pour le concept de « raisons d'exclusion », voir particulièrement les chapitres 1.2 et 2.3.

10. Voir à ce sujet, l'écrit de Hegel sur « la positivité de la religion chrétienne » (Hegel 1983 [1795/1796]).

11. Ferguson (1992), p. 221. Voir Ferguson (1767), p. 205 : « [...] And nations stumble upon establishments, which are indeed the result of human action, but not the execution of any human design ».

12. Berger / Luckmann (2006 [1966]), p. 166.

13. Berger / Luckmann (2006 [1966]), p. 127.

14. Berger / Luckmann (2006 [1966]), p. 167.

INDEX

Mots-clés : institution, Searle, Raz

Schlüsselwörter : Institution, Searle, Raz

AUTEURS

RAHEL JAEGGI

Rahel Jaeggi est professeur de philosophie pratique à l'Université Humboldt de Berlin. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.